

Dilma Roussef, le désamour

LE MONDE | 02.07.2013 à 09h22 | Par [Nicolas Bourcier](#) (Rio de Janeiro, correspondant)

En janvier 2011, lors de sa prise de fonctions, la nouvelle présidente a commencé par [retirer](#) le crucifix accroché au mur de son bureau et a déplacé l'exemplaire de la Bible dans une autre pièce. Elle a demandé à ses ministres de ne plus [utiliser](#) les expressions comme "je pense", "j'espère" ou "peut-être". Et a fixé sa première réunion de cabinet un vendredi après-midi, horaire où les fonctionnaires de Brasilia sont déjà rentrés chez eux.

Dilma Rousseff, 36^e président du [Brésil](#) et première présidente, est alors au sommet des sondages. Héritière désignée de Luiz Inacio Lula da Silva, celle qui vient de décrocher son tout premier mandat électif se paiera même le [luxé](#), dans les mois suivants, de dépasser la côte de popularité de son mentor. Sous l'égide d'une équipe de communicants, ses discours s'améliorent. Son "sérieux", sa "sobriété", l'image de femme compétente, sévère avec ses collaborateurs, efficace dans la gestion des affaires publiques semblent [faire](#) des merveilles, même chez ses détracteurs.

Avec 65 % d'opinions favorables fin mars 2013, [Dilma Rousseff](#) recueille une popularité parmi les plus élevées d'Occident. Encore début juin, quelques jours avant le début de la fronde sociale qui déferlera sur le pays, elle atteint 57 %, malgré les premiers effets de la hausse des prix. Et puis c'est la chute, brutale, comme une irrésistible dégringolade. D'après une [enquête](#) Datafolha du 29 juin, ils ne sont plus que 30 % à considérer sa gestion comme "bonne" ou "très bonne". Une baisse de 27 points en trois semaines, le plus violent décrochage jamais observé depuis la fin de la dictature, en 1985.*

PRISONNIÈRE D'UN SYSTÈME [POLITIQUE](#) MINÉ PAR LA CORRUPTION

Même si les rassemblements des dernières semaines ne la visent pas personnellement – à de rares exceptions près –, Dilma Rousseff n'est pas épargnée par les manifestants, qui dénoncent les privilèges des élites et la corruption des politiques. Le mouvement de contestation met soudainement à nu le hiatus entre les ambitions affichées par la présidente et les moyens de les réaliser. Malgré six ministres congédiés car soupçonnés de malversations, la présidente apparaît comme prisonnière d'un système politique miné par la corruption et l'impunité. Avec, pour corollaire, la remise en question de son [mode](#) de fonctionnement.

- **A lire :** [Le Brésil gagne, la cote de Dilma Rousseff s'effondre](#)

Lorsque la présidente assiste au match d'ouverture de la Coupe des confédérations à Brasilia, le 15 juin, deux jours après l'intervention brutale des forces de polices de [Sao Paulo](#) contre une petite manifestation, événement fondateur du mouvement [social](#), elle s'emporte contre les organisateurs du salon VIP. Les serveurs s'apprêtaient à [servir](#) du caviar et du champagne. Le buffet est rapidement remplacé par du pop-corn. Trop tard. Dans les tribunes, la présidente est huée avant même de [pouvoir](#) prendre la parole. Et Elio Gaspari, célèbre éditorialiste, auteur d'un ouvrage

remarqué sur la dictature militaire, de [conclure](#) : "Dans le Brésil d'aujourd'hui, il y a trop de caviar pour l'élite – et le peuple s'en est rendu compte."



Dilma

Rousseff (au centre), lors d'une réunion avec les syndicats, le 26 juin. | AFP/EVARISTO SA

Deux ans et demi à la tête du gouvernement, incarnation du renouveau en politique, voilà Dilma Rousseff devenue victime expiatoire, cible du désenchantement et du désaveu. Comme si sa personnalité complexe et réservée payait le prix d'une convulsion sociale inédite, un mouvement qui plonge ses racines dans les eaux troubles de l'histoire de cette jeune démocratie à la gestion politique figée depuis de trop nombreuses années.

"JEANNE D'ARC DE LA SUBVERSION"

Fille d'un immigré bulgare avocat et communiste, l'étudiante idéaliste qu'elle est alors s'engage dans la lutte [armée](#) contre l'ordre établi par les chefs de la junte. A la fin des années 1960, avec son deuxième mari, militant aussi, elle vit cachée, transporte des armes et de l'argent volé. Très vite, elle devient l'un des cerveaux de son organisation, l'Avant-garde [armée](#) révolutionnaire-Palmars, et se voit [affubler](#) du surnom de "Jeanne d'Arc de la subversion".

Capturée en 1970, elle sera emprisonnée trois ans, torturée pendant vingt-deux jours. Goûtant peu aux interviews, elle n'évoque que très rarement son passé. Elle répétera simplement [avoir](#) "lutté pour [aider](#) le Brésil à changer" et [avoir](#) "changé avec lui". Avec cette précision, livrée à la *Folha de Sao Paulo* : "En parlant de ces années-là aujourd'hui, j'ai l'impression de ne pas être la même personne." Elle précisera n'[avoir](#) jamais été personnellement impliquée dans une action violente.

Diplômée d'économie, Dilma choisit en 1979 le Parti démocratique du travail (PDT) du flamboyant leader de gauche [Leonel Brizola](#). A [Porto Alegre](#), elle entre dans une agence de l'[Etat de Rio](#) Grande do Sul avant de [gravir](#) les échelons et de [devenir](#) secrétaire d'Etat à l'énergie. Là, elle croise Lula, qui l'intègre dans son équipe.

Dilma ne rejoindra le Parti des travailleurs (PT, gauche) qu'en 2000, vingt ans après sa fondation. Mais, très rapidement, ses méthodes de travail, son goût du détail impressionnent son chef de file. Ministre de l'énergie sous son premier mandat, elle réussit là où l'ex-chef de l'Etat, [Fernando Cardoso](#), avait échoué : [faire cesser](#) les fréquentes coupures de courant que connaît le pays.

Chargée en 2005 de la "Maison civile" – le cabinet présidentiel –, elle acquiert la réputation de "*dame de fer*", tenace, scrupuleuse et autoritaire. Après la mise à l'écart de plusieurs poids lourds du PT, dont José Dirceu, impliqués dans un scandale de corruption, Lula n'a plus d'héritier naturel. Le choix de Dilma s'impose à lui.

Sa première année au palais présidentiel du Planalto révèle ses capacités de résistance politique. La promptitude avec laquelle Dilma congédie ses ministres renforce son image. Le lancement de l'ambitieux programme d'un "Brésil sans misère" associe l'idée d'une réelle volonté de redistribution des richesses.

L'année 2012 la met soudainement sous pression. Le produit intérieur brut du pays atteint péniblement 0,9 %. Les résultats économiques sont faibles malgré son interventionnisme (baisse du coût de l'électricité, maintien du prix de l'essence) et ses plans d'investissements gigantesques, publics et privés.



Une télévision diffuse le discours de Dilma Rousseff dans une boutique de Rio, le 24 juin. | AFP/YASUYOSHI CHIBA

Le PT donne lui aussi des signes de lassitude. Dix ans qu'il est au [pouvoir](#). Presque autant qu'il subit l'affaire du "Mensalao", un vaste système d'achat de votes au Congrès pendant des semaines à la Cour suprême de Brasilia, toujours en 2012.

Personne n'imagine une Dilma Rousseff trempant dans la corruption. Elle la combat avec plus d'ardeur que n'importe lequel de ses prédécesseurs. Pour autant, Dilma a travaillé avec la plupart des hommes politiques mis en cause. Pouvait-elle [ignorer](#), avant de le [nommer](#) au gouvernement, qu'un [Antonio Palocci](#) avait multiplié par vingt son patrimoine alors qu'il était député fédéral ?

UNE VOLONTÉ OBSESSIONNELLE DE VOULOIR TOUT GÉRER

Le fait qu'elle ait repoussé ou renoncé à lancer les chantiers de la réforme agraire, du système électoral ou de la santé, autrefois étendards du PT, nourrit également le doute. Son "management", son goût du centralisme, sa volonté obsessionnelle de vouloir tout gérer inquiètent. Lors d'une séance de travail consacrée aux services d'urgences des hôpitaux, Dilma interrompt subitement la réunion après avoir observé sur un écran de contrôle une femme dans une salle d'attente. Elle y est assise depuis de longues minutes et la présidente veut savoir pourquoi... Une fois l'information remontée – la personne attendait que sa famille vienne la chercher –, la présidente reprend le cours de la discussion, comme si de rien n'était.

"C'EST LE PROPRE DE LA JEUNESSE DE MANIFESTER"

Dans l'avion présidentiel, il est fréquent, dit-on, qu'elle intervienne dans la cabine de pilotage en cas d'intempéries, réclamant qu'on accélère ou qu'on change de cap. Dilma n'aime pas les turbulences. Pas plus qu'elle ne délègue. S'ensuivent d'innombrables retards dans les décisions. Trois mois pour désigner un juge à la Cour suprême. Presque un an pour nommer le patron de l'Agence nationale de surveillance sanitaire.

Sa fierté est d'avoir suivi la politique mise en place par Lula et accentué sensiblement la lutte contre la misère. "*L'important, aime-t-elle répéter, c'est de transformer le pays et d'élargir la classe moyenne.*" Mais les chiffres sont têtus. Fin 2012, le Brésil demeurait un des plus mauvais élèves d'Amérique latine en termes de distribution de revenus. La dette est certes passée de 57 % en 2003 à 40 % ces dernières années, elle reste néanmoins élevée en comparaison des autres économies émergentes, immense même dans un budget fédéral qui ne consacre que 2 % à l'éducation, 4 % à la santé, 0,7 % aux transports, trois des secteurs qui concentrent les revendications des manifestants. D'autant que cette même dette est détenue par une vingtaine de milliers de milliers de grandes familles : ce fameux "caviar" cher à Gaspari.



La corruption, l'éducation et la santé forment le trio de tête des revendications, révélant un profond malaise dans la société brésilienne. | YASUYOSHI CHIBA/AFP

Lorsque la fronde sociale a commencé à [donner](#) de la voix, Dilma Rousseff est restée muette. Pas sûr que la faconde d'un Lula eût permis d'[inverser](#) le mouvement, mais la présidente est apparue cloîtrée dans son palais de verre et de béton. Il lui aura fallu près de cinq jours avant de [rendre](#) public, le 17 juin, un premier communiqué. *"C'est le propre de la jeunesse de manifester"*, écrit-elle de façon apaisante. Lors de son adresse à la nation, quatre jours plus tard, la chef de l'Etat s'engage à *"écouter les voix de la rue"*.

Reste le pari audacieux et ambitieux de la réforme du système politique qu'elle a promis de [faire aboutir](#) par voie référendaire avant l'élection présidentielle de 2014. Un dossier sur lequel aucun président avant elle n'avait osé [porter](#) un regard. Le mouvement de contestation de la rue l'y a poussée, sinon aidée. C'est là sa voie de sortie. Il y va de l'[avenir](#) démocratique du Brésil, aurait sans doute clamé la jeune Dilma, il y a trente ans. Plus simplement, aujourd'hui, de sa survie politique